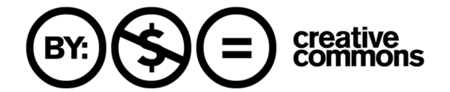


L'Homme et la société

Étienne Balazs, *La bureaucratie céleste : recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle*, Paris, Gallimard, 1968

Jean Taricat



nos sociétés s'il y a une contradiction entre ville et campagne, c'est la ville qui absorbe la campagne ; et ce phénomène ne permet pas de dégager une nouvelle culture qui saurait « placer en synergie, mais sans confusion de statut, l'homme de la nature, le travailleur, le consommateur et l'homme du loisir ». Il est regrettable cependant que le livre ne donne pas tous les éléments pour comprendre la réalisation de cette nouvelle culture et ses conditions. Cela ne se dégage pas de l'analyse du phénomène d'acculturation des campagnes dont l'étude est cependant très minutieuse et pertinente.

Anne-Marie VASSEUR

Etienne BALAZS
La bureaucratie céleste

« Recherches sur l'économie et la société de la Chine traditionnelle »
Gallimard Ed.
coll. « Bibliothèque des sciences humaines » 1968. 346 P.

Ce recueil d'articles constitue, à coup sûr dans la littérature occidentale, la première tentative d'approche du contenu socio-économique de la Chine impériale, c'est-à-dire sur une période qui s'étend depuis l'an 200 avant notre ère jusqu'en 1912. Contre certains auteurs qui prétendaient ne dégager de ces deux millénaires qu'un immobilisme radical, contre ceux aussi, qui n'y voyaient qu'une suite ininterrompue de bouleversements et de renversements politiques, Balazs soutient que la manifestation superstructurelle de ces désordres est constamment sous-tendue par la pérennité de rapports sociaux figés par l'omniprésence d'une caste bureaucratique spécialisée.

Un système féodal d'exploitation dominait la Chine antique d'avant la première dynastie impériale des Han (200 avant J.-C.) ; de multiples principautés cohabitaient plus ou moins pacifiquement sur l'ensemble du territoire où la production était remise aux paysans assujettis aux Seigneurs, uniques détenteurs de la propriété foncière. Des entrailles de cette Chine seigneuriale, livrée aux rivalités des principautés et à leurs guerres incessantes, naquit la nouvelle classe dirigeante des fonctionnaires-lettrés qui supplanta dans sa domination la noblesse terrienne. Cette intelligentsia portait en ellle les aspirations populaires de l'époque : fin des guerres entre principautés, unification du « tianxia » (ce qui est sous le Ciel, la Chine) sous une domination étatique centralisée.

La première dynastie des Han (200 avant J.-C. – 200 après J.-C.) consacra l'accession au pouvoir de la nouvelle couche dirigeante. Si l'on recherche les fondements de sa position dominante dans les rapports sociaux, on ne les trouve pas dans la propriété foncière puisque la fin du féodalisme généralisera la petite propriété agraire, la cellule familiale vivant autarciquement, pratiquement sans échanges. Seulement, les conditions mêmes de cette production familiale n'étaient rendues possibles que grâce à la présence des fonctionnaires d'Etat. Et c'est là que se situe l'origine du pouvoir de la bureaucratie mandarinale, comme le note Balazs : « Cette élite improductive tire sa force de sa fonction socialement nécessaire et indispensable, de coordonner, surveiller, diriger, encadrer le travail productif des autres. » Organisation technique de la production dégénérée en domination politique, elle présente de nombreuses facettes : élaboration du calendrier de l'économie, répartition du travail entre les mines et les champs, organisation des transports, des échanges et des conditions matérielles de la production, routes, canaux, digues, barrages, ponts, etc...

Assumer cette tâche colossale sur une étendue géographique aussi vaste supposait une cohésion extraordinaire de l'appareil administratif qui, de la sorte, se trouvait hautement hiérarchisé du simple fonctionnaire à l'Empereur, personnification vivante de la domination bureaucratique, dépositaire de la légitimité. Or les défauts internes à un modèle organisationnel de ce type sont largement connus ; corruption et totalitarisme furent les principaux moteurs des bouleversements politiques et institutionnels au cours des deux millénaires de domination impériale. Chaque administration, à force de corruption en son sein et d'oppression sur le peuple, s'achevait la plupart du temps dans de sanglantes révolutions de palais et des jacqueries violemment réprimées. Ces changements superficiels pouvaient voiler à l'historien peu perspicace, la pérennité du système bureaucratique mandarinal qui sous-tendait ces manifestations. Aussi en vient-on à se poser une question : la constance de la domination bureaucratique recouvre-t-elle la perpétuation d'une classe dominante ? en d'autres termes, s'agit-il bien là d'une classe dominante ?

Balazs est, de son point de vue, catégorique, il s'agit bien d'une classe dominante : « La base économique (propriété terrienne et traitements), la communauté des vues et du comportement, l'invariance du style de vie et de la traditionnelle vision du monde, favorisent à mon sens la qualification de classe ». De toute évidence une foule d'arguments convergent à l'appui de cette thèse. Déjà, par une position objective déterminée dans les rapports sociaux de production, la bureaucratie des fonctionnaires-lettrés justifierait son appellation de classe, mais c'est un point sur lequel nous reviendrons plus en détail. A côté de cela, elle entretenait un système hautement répressif visant à la

perpétuation de sa domination. En premier, une armée et une police étaient levées dans toutes les villes, sièges du fonctionnariat, à cette fin le service militaire était obligatoire. Mais c'est surtout par une répression plus subtile que cette classe dominante se reproduisait. Détenant le monopole de l'éducation, elle avait mis en place un régime d'enseignement et d'examens qui sélectionnait le recrutement des fonctionnaires ; cooptation, recommandations, examens permettaient la reproduction d'une élite intellectuelle présentant une uniformité de pensée tout à fait propice à la cohésion de l'appareil administratif. Le confucianisme fut ainsi cet agent homogénéisant, idéologie dominante, forme de pensée officielle qui régna sur la Chine plus de deux mille ans. Son contenu se trouve, par ailleurs, clairement révélateur des intérêts propres à la classe mandarinale et particulièrement de sa position dominante dans les rapports sociaux de production. Le mythe de l'archaïsme, de l'Age d'Or antique et précisément du « jingtian » (entendre réforme agraire selon certains principes) en ce qui concerne l'organisation de l'agriculture, dissimule tout à fait, sous prétexte d'une répartition égale, juste et idéale des terres selon un schéma topographique donné (« jingtian » signifie « en forme de puits »), le maintien de la position économiquement dominante des fonctionnaires-lettrés.

Il nous faut donc maintement envisager la situation de la couche dirigeante dans les rapports de production, et en premier lieu vérifier que les changements institutionnels dans le régime de la propriété foncière, au long des cinq principales dynasties, n'ont en rien modifié la position économiquement privilégiée de la bureaucratie mandarinale. A l'issue de la période proprement féodale, la petite propriété foncière de la cellule familiale prédominait largement, les « mingtian », se perpétuèrent sous cette forme tout au long de la dynastie des Han. Mais l'imposition sur ces propriétés privées était suffisamment accablante pour que leurs possesseurs se mettent finalement au service des grands propriétaires terriens afin d'échapper à la fiscalité. De fait, les grands propriétaires n'étaient autres que les fonctionnaires-lettrés enrichis par le prélèvement de l'impôt sur les terres privées, plus lourd que l'impôt sur leurs propres terres, les « terres publiques ». Ce nouveau système juridique apparu à la fin de la dynastie des Tang (618-907) et qui généralisa la grande propriété au long des deux dynasties Song (960-1279) et Ming (1368-1644) fut appelé régime des « Villas » ; grâce à lui, la majorité des fonctionnaires-lettrés, enrichis, s'étaient promus propriétaires terriens. La dernière dynastie mandchoue des Qing (1644-1912) balaya le système des « Villas », supprima la distinction entre terres publiques et terres privées réinstitutionnalisant de la sorte l'ancien régime des « mingtian », de la petite propriété parcellaire qui prédomina jusqu'au vingtième siècle.

De tous ces bouleversements juridiques, il nous faudra retenir qu'ils n'ont valeur que d'apparence vis-à-vis des rapports objectifs de production. Car à y regarder de plus près, on s'aperçoit, qu'au long de deux millénaires, la bureaucratie des mandarins a conservé le monopole d'appropriation du surtravail, le monopole d'exploitation de la main d'oeuvre. Elle demeurait en fait le propriétaire des moyens de production parce qu'elle était la condition sine qua non du travail : » (les familles paysannes), note Balazs, se suffisent à elles-mêmes, mais sans les échanges et le cadre organisateur, imposés d'en haut, elles se désagrègeraient irrémédiablement dans une poussière, dans une anarchie qui rendrait impossible non seulement la distribution, mais la production et la vie tout court ». Il y aurait donc bien, aussi, un fondement économique à la qualification de classe de la bureaucratie des fonctionnaires-lettrés : organisation technique du travail débouchant sur le monopole d'appropriation du surtravail en vue même de réaliser ces conditions techniques du travail (ponts, irrigations, etc.), et, conséquemment, monopole d'exploitation de la main-d'oeuvre. On peut voir ici, clairement posés, les termes d'une propriété objective des moyens de production et nous voudrions, à l'appui de cette thèse, citer quelques passages de la littérature marxiste, qui révèlent, par ailleurs, la distinction fondamentale entre propriété objective, « appropriation réelle », et propriété juridique des conditions de production. Marx écrit ainsi dans les « Principes d'une critique de l'Economie Politique » (1) : « Chaque individu ne détient le statut de propriétaire ou de possesseur qu'en tant que membre de la communauté. C'est dans ces conditions que s'effectue l'appropriation réelle par l'intermédiaire du processus de travail. Bien que reposant sur un fondement invariable, cette forme peut se réaliser de diverses manières. Il n'y a par exemple, rien de contradictoire, comme c'est le cas de la plupart des formes asiatiques, à ce que l'unité centralisatrice qui se dresse au-dessus des petites communautés fasse figure de propriétaire suprême ou unique, les communes réelles apparaissant dès lors comme de simples possesseurs héréditaires. L'Unité étant le vrai propriétaire et le présupposé réel de la propriété commune celle-ci peut elle-même apparaître comme un phénomène distinct s'érigeant au-dessus de nombreuses particularités, l'individu isolé étant alors en fait sans propriété... Les conditions communautaires de l'appropriation réelle par le travail (très importantes chez les peuples asiatiques), aqueducs, moyens de communication, etc, apparaissent alors comme l'œuvre de l'unité supérieure, le gouvernement despotique planant au-dessus des

(1) K. Marx : oeuvres-coll. « La Pléiade » – t. II, pp. 314, 315.

petites communes ». En somme, au delà des diverses modifications juridiques de la propriété foncière en Chine impériale, se situaient et se perpétuaient les conditions objectives de production, les conditions réelles de l'appropriation par le travail, dont l'Unité Suprême, la classe des fonctionnaires-lettrés, détenait l'ensemble des données techniques d'application et par là se définissait comme économiquement dominante.

Dans la dernière partie de son ouvrage, Etienne Balazs aborde la Chine des temps modernes, sous cet aspect spécifique que représente la quasi-absence de développement capitaliste. Avec quelques restrictions cependant puisque certains secteurs limités de la production permirent la réalisation de profits particuliers. Mais il s'agissait là de privilèges accordés par l'Etat qui, toujours, détînt le monopoie d'appropriation du surtravail. Ainsi en était-il de la production du sel, tâche extrêmement embarrassante dont l'Etat se déchargea en confiant sa distribution aux marchands, ne prélevant d'ailleurs que la moitié des revenus issus de cette vente. Par ce canal, les marchands obtinrent des profits assez considérables. Mais ces profits ne furent jamais réinvestis dans la sphère de production et servirent uniquement à des dépenses somptuaires visant à concurrencer les fastes de la vie des fonctionnaires d'Etat. De la sorte, il ne pouvaient constituer la base d'une accumulation primitive. Outre cette raison, la principale entrave au développement capitaliste fut la mainmise totalitaire de l'Etat qui paralysait toute initiative privée, n'accordant le droit à l'investissement qu'à ses propres fonctionnaires (et uniquement pour l'investissement foncier). Nous voudrions ajouter à cette argumentation que le monopole d'exploitation de la main d'œuvre étant constamment détenu, par l'Etat, il n'y avait pas de travailleurs libres sur le marché, condition impérative, comme l'a montré Marx, du développement capitaliste.

Bien qu'il lui vienne sans cesse à l'esprit, le lecteur attentif remarquera qu'en aucun endroit, Balazs ne fait appel au concept de « mode de production asiatique ». Ce n'est à coup sûr pas un oubli de la part de l'auteur rompu à la lecture de Marx, Engels, Wittfogel, mais bien une absence théoriquement justifiée ; en partie par le vague du terme « asiatique » et surtout par l'imprécision, hors d'un contexte théorique exhaustivement défini, du concept « mode de production ». Car en fait, toute société de classe renvoie à un certain mode d'appropriation du surtravail qui, livré dans sa généralité, n'est pas indicatif de rapports sociaux de production spécifiques, imposant par là même d'intégrer cette forme générale dans le cadre historique et concret d'un mode de production déterminé. Dans le mode de production capitaliste, et là seulement, cette appropriation spécifique du surtravail s'appelle appropriation privée de la plus-value. C'est donc à un souci théorique tout à fait fondé que se rattache cet « oubli » de Balazs, sans doute conscient de ne pas détenir encore toutes les dimensions du cadre spécifique (mode de production particulier) d'insertion de la forme générale « appropriation du surtravail » constitué par l'économie de la Chine impériale, alors qu'il s'attache le premier à en reconstituer l'ensemble gigantesque des rapports socio-économiques.

Jean TARICAT

Serge THION :
Le Pouvoir pâle
(ou le racisme sud-africain)

Seuil col : L'Histoire immédiate 285 p.

Ce livre sur le racisme sud-africain ne se veut pas polémique. L'auteur refuse l'humanisme auquel peut conduire un tel sujet, et s'il affirme dès le début sa position personnelle, il précise par ailleurs qu'il s'agit « d'une analyse objective et globale de la situation actuelle en Afrique du Sud », principalement menée sur l'appareil et le fonctionnement du pouvoir des Européens.

L'ouvrage débute par la présentation des éléments historiques qui ont déterminé l'état présent. Les Hollandais se sont installés au Cap au 17ème siècle, et ont fondé une colonie de paysans, les Boërs, calvinistes et esclavagistes, par le biais d'une compagnie de commerce. Celle-ci fait faillite et les Anglais en prennent le contrôle en 1795. Différentes mesures (modification du régime foncier, suppression de l'esclavage) qui vont à l'encontre des intérêts boërs, entraînent en 1837 la fuite des Boërs vers les terres de l'intérieur (sans aucune opposition de la part des indigènes qui ont considérablement affaibli leur pouvoir sur ces terres par des guerres tribales) : c'est le grand Trek. Les Anglais craignent que les Boërs se répandent à l'intérieur, car un pouvoir rival pourrait alors menacer leur hégémonie sur l'Afrique du Sud. Ainsi, en 1852, par nécessité, les Anglais reconnaissent l'autonomie des Boërs qui proclament peu après la loi de l'inégalité entre les races blanche et noire « dans l'Etat comme dans l'Eglise » et mettent en place le système des réserves et des « passes » (autorisation administrative pour circuler). Dans ce contexte politique, le diamant puis l'or sont découverts en 1886. Les Boërs tirent d'énormes profits des nouveaux venus attirés par les mines. Mais bientôt se dessine le conflit entre les deux communautés européennes : Les Boërs refusaient autre chose que l'économie paysanne (que la plus-value tirée des étrangers permettait de faire vivre, en maintenant un mode de relation sociale non adapté au mode de production alors que les Anglais proposaient « le modèle du développement capitaliste classique de